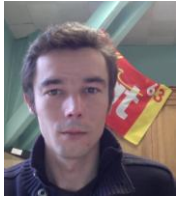




COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES



Une journée de mobilisation européenne qui fut un succès et qui en appelle d'autres, voilà ce qu'il faut retenir de cette semaine.

Bien sûr, il y a la conférence de presse de l'Élysée, où le président Hollande annonçait que la question du chômage ne serait pas réglée, maintenant... pas de quoi rassurer les salarié-e-s et leurs familles ; que la RGPP avait eu des effets négatifs mais que les coupes budgétaires allaient se renforcer... pas de quoi rassurer les agents publics sur leurs conditions de travail et autres augmentations de salaire, pas de perspectives pour la reconquête des services publics non plus. Ah l'Europe, ah l'harmonisation et les grands projets de société... nous voilà confronté-e-s à la dure réalité. Les traités, les directives et les réglementations européennes élaborées dans le dos des citoyens et sans grand débat parmi les élus du parlement européen servent bien le capital, cela ne nourrit pas le progrès social, l'élévation du niveau de vie... cela réduit au contraire toutes les solidarités nécessaires entre les peuples. A Clermont-Fd, nous étions un millier dans les rues. Des appels à la grève ont été lancés dans certaines entreprises (mais pas une grande majorité). Des salarié-e-s en grève étaient dans le cortège... mais en regardant la composition de la manif, nous constatons une mobilisation trop restreinte au cercle militant. Nous n'appelions pas seuls : CGT, CFDT, UNSA, Solidaires et FSU avaient décidé ensemble de cet appel local.

Nous avons informé, sondé, diffusé 20000 tracts. Et honnêtement, si la mobilisation du 14/11 est un succès par rapport au contexte, la Cgt ne peut se contenter de ce rapport de force insuffisant. Nous pouvons nous satisfaire de représenter 90% des cortèges, mais préférerions une mobilisation de masse, avec des troupes nombreuses derrière toutes les banderoles... La Cgt continuera à travailler pour élever le rapport de force, pour unir les salariés et relever le niveau de conscience.

L'unité des organisations syndicales suscite des débats, même dans nos discussions internes. Cette unité est cruciale pour faire face au patronat et au gouvernement, si nous voulons rassembler largement. Mais là, quand même, sans se sentir trahi par les autres O.S., on peut légitimement se demander si tout a été fait pour que les syndicats d'entreprises affiliés à ces organisations s'engagent dans la bataille. Cela ne dédouane pas l'ensemble de nos forces Cgt et doit inciter chaque militant-e à redoubler d'effort à la fois pour une syndicalisation de masse, à la Cgt, mais aussi pour interpeller les salariés, syndiqués ou pas dans les autres O.S., et gagner leur implication dans la lutte.

Julien PAULIAC

Sommaire

P2 : Journée d'étude Protection Sociale
P3 : Intervention manifestation du 14 novembre 2012
P4 : Usr, TPE
Encart : Conforama



N° 1439 VENDREDI 16 NOVEMBRE 2012

DEPOSE LE 16 NOVEMBRE 2012

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

AGENDA :

• 29 novembre 2012 :
Déploiement/diffusion Élections
TPE

Conformément aux souhaits de nombreux camarades et aux dernières décisions que nous avons prises (notamment lors de la dernière assemblée générale, l'Union Départementale Cgt du Puy de Dôme organise une journée d'études sur le thème crucial de la protection sociale.

Cette journée se déroulera :
LE MARDI 11 DÉCEMBRE, SALLE ABBÉ PRÉVOST
Sur la journée, de 8h30 à 16h30
(le repas sera pris ensemble sur place)

Nous devons impulser une telle campagne, avec l'objectif d'outiller un maximum de camarades qui seraient alors en capacité de diffuser nos orientations et nos exigences en matière de protection sociale et de relever le niveau de conscience des salarié-e-s.

En France la protection sociale et son pilier fondamental la Sécurité Sociale ont permis des progrès sociaux considérables en espérance de vie, en qualité et en sécurité de vie. Les Français perçoivent à juste titre la Sécurité Sociale comme leur premier acquis social.

Or aujourd'hui, nous sommes à un tournant de l'histoire de notre système. En effet, les droits les plus élémentaires ne sont aujourd'hui plus accessibles à un grand nombre de nos concitoyens :

- un tiers de la population renonce à des soins,
- la moitié des jeunes pense qu'ils n'auront pas de retraites,
- 4,5 millions de personnes sont sans emploi et parmi elles seulement 2,8 millions perçoivent des indemnités chômage,
- 8 millions de salariés sont pauvres,
- 8,5 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté,
- 3,6 millions de personnes sont non ou mal logées dont 600 000 enfants,
- 75% des personnes pauvres ont moins de 25 ans....

Face à ces situations et pour toutes ces raisons, la CGT a décidé de lancer **une campagne de reconquête de la protection sociale**. Reconquête pour transmettre aux générations futures une Sécurité sociale qui reste toujours une référence pour les salariés des pays qui ne la possèdent pas.

Ensemble, outillons les militantes et les militants pour mener une campagne offensive et nourrir la construction du rapport de forces sans oublier cet enjeu de la protection sociale qui a des liens évidents avec nos exigences en matière d'emplois, de salaires, de conditions de vie et de travail.

MERCI DE RENVOYER CE BULLETIN D'INSCRIPTION AU PLUS VITE(*) :

Le syndicat _____

inscrit les camarades suivant pour la journée d'études « Protection Sociale » du 11 décembre

Noms et prénoms	Coordonnées (tel et mail)

(*) UD CGT Maison du Peuple Place de la Liberté 63000 Clermont-Ferrand ou par mail : ud@cgt63.fr

INTERVENTION CGT / MANIF DU 14 NOVEMBRE 2012.

Chers camarades, notre mobilisation à Clermont-Fd aujourd'hui est un succès, n'ayons pas peur de le dire. Nous sommes un millier de manifestants aujourd'hui (la préfecture annonçant 900 le 14/11 après nous avoir compté 700 le 09/10). Après les premières mobilisations interprofessionnelles sous ce nouveau gouvernement, cette journée doit compter dans le rapport de force que nous devons, toutes et tous, tous ensemble, élargir et intensifier.

Le 9 octobre, la Cgt appelait à la mobilisation pour une autre politique industrielle, pour combattre la destruction de l'emploi et permettre la création de richesses en France, pour permettre un financement de notre protection sociale, et pour sortir de la crise créée de toutes pièces par ceux qui s'accaparent tout, au dépend des peuples et des choix de société progressistes.

Le 11 octobre, les retraités se rassemblaient pour dénoncer eux aussi les décisions politiques d'hier et d'aujourd'hui et porter leurs exigences en matière de pensions et de conditions de vie.

Et partout en France, des milliers de salariés, dans tous les secteurs professionnels, luttent au quotidien, principalement pour défendre leurs emplois mais aussi pour leurs conditions de travail ou leurs salaires.

La mobilisation massive des salariés, des privés d'emploi et des retraités est un facteur déterminant, dans la période, face à un Patronat qui mène l'offensive sur la déréglementation du Code du Travail.

En effet, la prochaine séance des négociations interprofessionnelles sur « la sécurisation des parcours professionnels » se déroulera demain, 15 novembre 2012. A cette séance, le MEDEF entend obtenir à nouveau des facilités pour organiser les licenciements économiques dans les entreprises. Il est donc particulièrement important que les camarades de la CGT puissent s'appuyer sur la réussite du 14 novembre pour porter nos propositions sur le « statut du travail salarié » et celles concernant la « sécurité sociale professionnelle ». Le MEDEF veut imposer sa « fléxisécurité » qui s'empilera avec d'autres mesures austères, nous le combattons.

Dans quelques jours, le Premier Ministre a décidé de recevoir une délégation de la CGT le 22 novembre prochain. Au lendemain des mesures gouvernementales concernant « le pacte de compétitivité » dont le financement sera une nouvelle fois supporté, en grande partie, par les salariés et les ménages. La délégation pourra porter les exigences de la CGT en s'appuyant sur la participation massive des salariés, des privés d'emploi et des retraités dans les 130 manifestations et/ou rassemblements qui sont organisés dans le pays, ce 14 novembre.

Aujourd'hui, une bonne partie de l'Europe aura vu une expression du mouvement social... les organisations syndicales affiliées à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ont décidé d'agir ensemble et le même jour pour dire NON à l'austérité et OUI à un nouveau contrat social en Europe. Ce sont 23 pays qui sont en action aujourd'hui.

C'est une première. Cette journée va bien plus loin que des défilés de solidarité avec celles et ceux qui souffrent le plus. Cette journée constitue une exceptionnelle

convergence des revendications des salarié-e-s européens, et une exceptionnelle coordination des luttes sur notre continent.

En Europe, **23** pays seront en action à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) contre l'austérité et pour un contrat social.

EN FRANCE : 131 manifestations et/ou rassemblements organisés dans le pays, dont 123 avec un appel unitaire principalement à l'appel de la CGT, CFDT, FSU, UNSA, SOLIDAIRES.

La CGT appelle seule dans les départements de l'Aisne, du Cher, de la Manche et de la Vienne. La CFDT n'appelle pas dans 7 départements. FO appelle dans 4 départements, CFTC appelle à 2 ou 3 manifestations.

L'UNEF a rejoint de nombreux cortèges dans les départements.

Ce 14 novembre, les revendications sociales en matière de salaires, d'emploi, de garanties collectives, de conditions de travail, de retraite, de politique industrielle et de services publics s'expriment avec force au regard du contexte actuel et à la veille d'échéances importantes en France et en Europe. En France avec un cycle de négociations initiées par la conférence sociale du mois de juillet, au niveau européen avec les orientations libérales et régressives des traités et autres mécanismes de stabilité.

C'est fort de ce contexte, de ces enjeux et de ces échéances à venir que les médias commentent les déclarations et les activités du mouvement social dans la période, particulièrement de la CGT, et qu'ils ne manqueront pas de commenter la réussite et l'ampleur de la journée d'action européenne du 14 novembre 2012.

La CGT continuera d'informer de la réalité de ce qui s'est passé lors de cette journée du 14 novembre. La Cgt continuera de diffuser et de faire connaître la réalité des décisions politiques, le contenu de nos exigences sociales répondant aux besoins de la population.

La Cgt continue à donner la possibilité aux salariés de s'organiser ensemble en syndicat dans les entreprises, à les outiller pour mesurer les enjeux, construire les revendications et opposer le rapport de force au fatalisme ambiant et à aux pressions du patronat, toujours plus exigeant, satisfait, au passage, des premières mesures du président Hollande...

La Cgt soutient et soutiendra les salariés en luttes dans leurs entreprises et les établissements publics. A l'AFPA, chez les cheminots, chez Conforama, dans le transport et partout ailleurs. La Cgt appelle les salarié-e-s à construire les revendications à l'entreprise et à préparer les prochaines NAO, certaines débutant en cette fin d'année, d'autres se déroulant début 2013... Enfin, la Cgt appelle à la syndicalisation de masse pour que, plus nombreux, nous emportions des victoires dans les entreprises, les branches professionnelles et les territoires.

A tous les manifestant-e-s aujourd'hui, il revient de porter plus haut le syndicalisme et de lui donner du poids chaque jour, en faisant adhérer les salariés et en militant pour la diffusion de l'infos et la pratique du débats d'idées. A tous les manifestants d'aujourd'hui, continuons le combat, renforçons nous, et ne lâchons rien !

LA VIE DE L'UNION SYNDICALE DES RETRAITES

Plusieurs milliers de retraités le 11 octobre ont réclamé que s'ouvrent des négociations sur la base de leurs revendications. Ils étaient déjà nombreux dans les manifestations des 9 octobre et 14 novembre. Cela est une réponse cinglante à la Cour des Comptes qui dans un rapport présente les retraités comme des nantis. Les mesures d'austérité prises par le gouvernement conséquence de l'adoption du traité européen visent entre autres à ponctionner les retraités (taxe de 0,3 % réclamée aux retraités imposables à compter du 1 avril, gel du barème de l'impôt...).

Aussi après cette mobilisation du 11 octobre la question posée est bien, **Quelle suite à y donner ?**

Le contexte politique actuel est le fruit de l'expression au printemps dernier du vote de millions de salariés parmi lesquels un nombre important de retraités qui ont voté pour battre la droite.

L'expression populaire a ainsi manifesté son refus de la politique d'austérité, de casse des services publics, de celle de la protection sociale.... Si les premières mesures prises ont été ressenties comme l'instauration d'une politique de changement, aujourd'hui mesures adoptées découlant de l'adoption du traité budgétaire (TSCG) font peser les plus lourdes inquiétudes dans les budgets.

En portant leur voix pour élire un député de gauche les retraités n'ont pas voté pour une politique qui aggrave leur conditions de vie, aussi ils sont en droit d'aller le rappeler et de peser pour une autre politique auprès de ces mêmes élus de proximité. C'est dans ce sens que l'USR envisage de mobiliser ses sections afin de solliciter, dans un premier temps des entrevues en direction des députés de chaque circonscription d'ici la fin de l'année.

Cette première démarche réalisée elle pourrait permettre dans un deuxième temps la construction d'initiatives rassemblant plus largement l'ensemble des retraités au delà de nos simples rangs. L'objectif est aussi de porter les revendications d'ordre général mais aussi de faire émerger les revendications de proximité.

La proximité en question

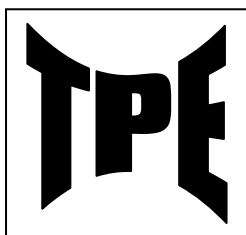
C'est avec cette notion que la réflexion se trouve au cœur de l'enjeu qui nous est posé pour l'avenir du syndicalisme retraité. Si cette réflexion est engagée au niveau national par l'UCR (union confédérale des retraités) elle doit gagner l'ensemble des structures de toutes nos organisations (actifs et retraités). Il est maintenant certain que si nous ne prenons pas la dimension de l'aspect de proximité nous ne gagnerons pas la bataille de la continuité syndicale et de la syndicalisation de masse des retraités.

C'est avec cette réflexion que l'USR va engager la préparation de son congrès départemental prévu pour les **11 et 12 Avril prochain.**

D'ores et déjà des objectifs de travail ont été élaborés et demandent à être affinés pour leur mise en œuvre afin de gagner l'engagement de l'ensemble des structures, qui compte tenu du poids des retraités dans la société représente un enjeu vital pour le syndicalisme et pour la CGT en l'occurrence.

L'un des objectifs est, au travers du courrier des syndicats, de sensibiliser l'ensemble des militants.

Aussi ce premier article sera suivi d'autres à période régulière.



Chacun a pu constater que la campagne CGT pour les élections dans les TPE bat son plein. Des milliers d'affiches collées, des spots sur les radios RVA, NRJ, Chérie FM et Nostalgie, un supplément NVO « Auvergne envoyé » dans chaque foyer, auxquels s'ajoutent nos diffusions de tracts font de notre campagne la plus visible.

Pourtant, rien n'est gagné d'avance ; ces élections ne nous sont à priori pas favorables, d'autant plus que la participation s'annonce très basse.

Il nous faut donc maintenir la pression jusqu'à l'échéance : le vote commence le 28 novembre.

Dans la semaine précédent ce vote, nos affiches garniront 90 arrières de bus T2C.

Il nous reste aussi un déploiement le 29 novembre.

Ce doit être une démonstration de force. Le bureau de l'UD vous sollicite donc pour vous inscrire dans cette journée de déploiement, prendre contact avec vos Unions Locales et nous faire remonter vos initiatives.

Les estimations évaluent la participation à environ 10 %. Il devrait donc y avoir environ 4000 suffrages exprimés dans le Puy de Dôme. Dans ce contexte, on voit bien que chaque voix va compter.

Nous sommes toutes et tous concernés, puisque ce scrutin va contribuer à déterminer toute la représentativité de la CGT. **Ensemble, donnons un dernier coup de collier.**



LES SALARIÉS DE CONFORAMA VEULENT LEUR PART DES BÉNÉFICES

La CGT, associée à une intersyndicale CFDT, CGT-FO, CFE-CGC et CFTC, ont appelé les salarié-e-s de Conforama (filiale du groupe sud-africain Steinhoff) à une journée d'actions sur toute la France jeudi 15 novembre, jour de l'inauguration du magasin que l'enseigne d'ameublement ouvre à proximité des Champs-Élysées, à Paris.

Par cette journée de mobilisation, les organisations syndicales représentant les salariés revendiquent un changement radical de la politique sociale et des conditions de travail imposées aux salariés. Ces derniers, en effet, sont confinés à la précarité par la crainte de perdre leur emploi, la baisse de leur rémunération et des conditions de travail toujours plus insupportables.

L'entreprise projette ainsi de fermer 7 de ses centres de Service après-vente sur 12, en France, ce qui représente 288 emplois, après avoir supprimé 1500 postes entre 2008 et 2010. En revenant sur des acquis tels que la participation aux bénéfices ou l'intéressement et en pratiquant un quasi gel des salaires, Conforama s'en prend également au pouvoir d'achat de ses salarié-e-s, pour la plupart au SMIC (étant donné les minima salariaux dans l'entreprise !).

Mais encore, il faudrait que les salariés acceptent sans rechigner de travailler le dimanche, des changements d'horaires intempestifs et répétés, l'amplification de leur charge et de leur rythme de travail. Pourtant, Conforama affiche une bonne santé économique : ouverture de magasins en France et à l'étranger, chiffre d'affaires de 3,135 milliards d'euros (sur un total de 5 milliards pour l'activité distribution de Steinhoff) en 2011. Les salariés, qui ont contribué à la création de cette richesse, en veulent leur part et c'est leur droit.

La CGT, associée à une intersyndicale CFDT, CGT-FO, CFE-CGC et CFTC, ont appelé les salarié-e-s de Conforama (filiale du groupe sud-africain Steinhoff) à une journée d'actions sur toute la France jeudi 15 novembre, jour de l'inauguration du magasin que l'enseigne d'ameublement ouvre à proximité des Champs-Élysées, à Paris.

Par cette journée de mobilisation, les organisations syndicales représentant les salariés revendiquent un changement radical de la politique sociale et des conditions de travail imposées aux salariés. Ces derniers, en effet, sont confinés à la précarité par la crainte de perdre leur emploi, la baisse de leur rémunération et des conditions de travail toujours plus insupportables.

L'entreprise projette ainsi de fermer 7 de ses centres de Service après-vente sur 12, en France, ce qui représente 288 emplois, après avoir supprimé 1500 postes entre 2008 et 2010. En revenant sur des acquis tels que la participation aux bénéfices ou l'intéressement et en pratiquant un quasi gel des salaires, Conforama s'en prend également au pouvoir d'achat de ses salarié-e-s, pour la plupart au SMIC (étant donné les minima salariaux dans l'entreprise !).

Mais encore, il faudrait que les salariés acceptent sans rechigner de travailler le dimanche, des changements d'horaires intempestifs et répétés, l'amplification de leur charge et de leur rythme de travail. Pourtant, Conforama affiche une bonne santé économique : ouverture de magasins en France et à l'étranger, chiffre d'affaires de 3,135 milliards d'euros (sur un total de 5 milliards pour l'activité distribution de Steinhoff) en 2011. **Les salariés, qui ont contribué à la création de cette richesse, en veulent leur part et c'est leur droit.**